

## La faute de la démographie ?

Amor BELHEDI

Professeur à la Faculté des Sciences Humaines & Sociales  
Université de Tunis

Très souvent la question de développement s'est trouvée posée en termes de démographie. Ce mal qui bloque tout et anéantit tout effort de développement de la plupart des pays du Tiers-Monde ou ce qu'on appelle de nos jours les pays en voie de développement. Il se trouve que la question démographique a été formulée réellement au niveau théorique d'une manière précise et nouvelle que depuis deux siècles avec Malthus<sup>1</sup> notamment et elle se trouve au centre du débat sur le développement depuis la seconde guerre mondiale et en particulier avec le début des années 1960.

Il n'est pas dans notre intention de traiter ici toute la question de la démographie. Il y a d'abord, d'autres spécialistes qui peuvent le faire mieux que nous, ensuite il y a beaucoup de questions à analyser ou même présenter que ce contexte ne le permet guère. Nous nous limiterons dans ce texte éclairer quelques aspects seulement de la question démographique dans ses rapports complexes avec le développement que ce soit national ou à l'échelle du monde.

En effet, sans remonter à très loin dans l'histoire où le problème démographique a été au centre de plusieurs positions différenciées comme celle de Polybe, Platon, les mercantilistes ou même les religions que ce soit chrétienne ou musulmane; on peut dire que la démographie comme science récente remonte au XIX<sup>ème</sup> siècle et c'est au cours du XX<sup>ème</sup> siècle qu'on prend conscience de **la fracture démographique** entre deux mondes.

D'un côté, un monde qui a su maîtriser sa démographie après l'avoir contenu dans un contexte d'expansion socio-économique grâce à l'émigration vers le nouveau monde (Continent américain, Australie) d'abord, à l'industrialisation et à la colonisation ensuite (XIX<sup>ème</sup> et début XX<sup>ème</sup>) même si cette dynamique a été à l'origine et le résultat à la fois de grands bouleversements socio-économiques et politiques, c'est le cas des pays du Nord (Europe, Amérique du Nord, Japon, Russie, Australie).

D'un autre côté, un monde arriéré, colonisé, qui a vécu souvent sous l'oppression coloniale directe ou indirecte et qui grâce à la diffusion des équipements, de l'amélioration de l'hygiène, des vaccins et de l'alimentation et des conditions de vie ; a vu la mortalité baisser fortement sans que la natalité la suive de plus près dans la mesure où celle-ci dépend plus des structures mentales, culturelles, religieuses, de la place de la femme dans la société et la prise de conscience des besoins de l'enfant. C'est ce décalage entre une mortalité en baisse, une natalité qui reste élevée qui se trouve à l'origine de ce qu'on a appelé, non sans raison «**l'explosion démographique** » qui a caractérisé la plupart des pays du Sud ou de ce qu'on

---

<sup>1</sup> - Tomas Robert Malthus (1766 – 1834) a été le premier à formuler une véritable théorie démographique qui constate que la population croît toujours à un rythme plus fort que celui des ressources, d'où la nécessité de maîtriser cette démographie galopante à travers les pratiques de l'époque comme la chasteté et le recul de l'âge du mariage par exemple....

appelait, il y a quelque temps, le Tiers-Monde, avec des décalages et des rythmes variables selon les pays et les aires culturelles ou géographiques.

Cette fracture démo-économique a été ressentie souvent comme **une menace réelle** aussi bien au Nord qu'au Sud. Deux thèses s'affrontent en réalité pour faire face à ce problème. La première est de nature politico-économique et la démographie peut être facilement maîtrisée en assurant le développement économique. Cette thèse est tenue par le camp des pays de l'Est avant la chute du mur de Berlin (pour des raisons surtout idéologiques qui s'expliquent facilement dans le contexte de la guerre froide de l'époque) et les pays qui ont réussi leur développement sur une courte période comme le Japon. La seconde thèse est plutôt démographique, elle consiste à planifier les naissances dans la mesure où les ressources nationales sont très limitées et se trouve adoptée par les pays du Tiers-Monde et les instances onusiennes.

Au Nord, on prend conscience de plus en plus du réel danger que représente le Tiers-Monde s'il continue à croître à un tel rythme démographique tout en essayant d'exploiter ce surplus démographique pour la reconstruction européenne et soutenir la croissance des pays neufs comme les USA et le Canada. Ce sont les trente (années) glorieuses où la croissance économique du Nord a été suffisamment soutenue jusqu'à la première crise pétrolière du début des années 1970. Ce besoin de main d'œuvre étrangère, sollicité par une forte croissance économique et une natalité de plus en plus faible dans les pays industrialisés, a nécessité **l'organisation de cette migration** par la mise en place d'organismes spécialisés qui facilitent la migration, la sélection des potentiels candidats dans leur pays d'origine même et c'est au milieu des années 1960 qu'une antenne de l'Office français de la Migration a été installée en Tunisie par exemple faciliter la migration officielle en direction de la France et l'organiser.

Parallèlement, cette explosion démographique est considérée à l'intérieur des pays du Tiers-Monde même comme **le principal goulot d'étranglement qui bloque le processus de développement économique et du progrès social**. La seule issue qui s'impose est de maîtriser la démographie à travers **la planification familiale** qui se trouve aussi prêchée par les instances internationales (ONU, FNUAP...). Cette situation a été aussi à l'origine de politiques néo-malthusiennes<sup>2</sup> et l'adoption de véritables programmes de planification familiale dans de nombreux pays comme la Tunisie dès 1964, les autres pays ont suivi progressivement au gré des contextes nationaux et internationaux. Seul, les pays socialistes comme la Chine par exemple ont refusé au début toute solution démographique, la guerre froide aidant, en soutenant la seconde thèse qui stipulait que seul le développement économique permettrait, à temps, de maîtriser la démographie. Avec les années 1980, même la Chine a adopté la planification des naissances en allant même un peu plus loin en imposant un seul enfant par famille ?

C'est dire combien la question de **la démographie reste encore au centre de la problématique du développement socio-économiques**, soit en encourageant les naissances là où le croît démographique est presque nul, voire négatif même dans certains pays comme l'Europe (Allemagne -0,1%/an, Suède 0%, voire la France 0,4%/an en 2000...), soit en les

---

<sup>2</sup> - Le néo-malthusianisme est l'ensemble des théories, des idées et des pratiques qui se réclament de Malthus (cf. supra) et dont le but est la maîtrise de la démographie à travers la planification familiale et l'utilisation des moyens modernes de la contraception.

limitant dans les pays caractérisés par un excès comme est le cas des pays du Sud : 1,6% en moyenne avec des taux qui vont jusqu'à 3,3% dans certains pays comme le Yémen. Les politiques et les formes varient d'un pays à l'autre et il n'est pas dans notre propos d'entrer ici dans les détails des mesures prises par les différents pays, y compris la Tunisie.

A travers l'analyse des différentes expériences depuis les années 1960, il semble bien que dans les pays qui ont réussi à se développer comme le Japon ou certains pays de l'Europe orientale, c'est le développement économique qui a permis plutôt de maîtriser la démographie. C'est ainsi que le Japon détient actuellement le record mondial de l'espérance de vie la plus longue, c'est-à-dire c'est là où on vit le plus longtemps, beaucoup plus qu'en Europe et qu'en Amérique du Nord ? Toutefois, dans les pays du Sud, là où le développement économique est souvent limité, même si certains pays ont réussi à faire partie de ce qu'on appelle «les pays émergents », c'est plutôt la dimension démographie qui se trouve privilégiée. Autrement, à chacun, ce qu'il peut maîtriser plus facilement ?

Pendant longtemps, on a cru qu'il suffisait de quelques décennies pour maîtriser la question démographique à l'échelle planétaire mais la réalité mondiale est autre. L'échec de la maîtrise de la démographie à l'échelle mondiale, va déboucher sur un second blocage sur la question migratoire.

Les pays avancés économiquement, tout en aidant les pays du Tiers-Monde à planifier la natalité vont essayer de profiter de cette manne gratuitement : toute une main d'œuvre relativement dans leurs pays d'origine peut être mobilisée facilement pour reconstruire les économies nationales au lendemain de la seconde guerre mondiale ? C'est ainsi que des aires migratoires limitrophes vont se former au gré des liens historiques et linguistiques autour des pays européens (Méditerranée, Afrique, Moyen Orient), de l'Amérique du Nord (Amérique centrale et du Sud, pays anglo-saxons ou anglophones). Cette situation va continuer jusqu'au début des années 1970, contribuant ainsi à résoudre les problèmes des uns comme des autres, des pays d'accueil comme ceux d'origine.

Le premier choc pétrolier aidant, les pays du Nord prennent conscience que la planification familiale, là où elle a été adoptée, s'avère insuffisante pour résoudre le problème, que de nombreux pays ne font rien pour stopper leur forte démographie et à terme il y a un risque majeur. Le premier choc pétrolier a été l'occasion de concrétiser ces craintes et dès 1972, l'Europe, à des intervalles différents, adopta des mesures draconiennes pour arrêter la migration en ouvrant une nouvelle ère, celle de l'aide au retour. Les formes diffèrent d'un pays à un autre, mais le fond est le même : les besoins en main d'œuvre des années glorieuses font partie de l'histoire, il s'agit désormais d'empêcher la migration clandestine, de limiter et réglementer la migration officielle, encourager même les retours aux pays d'origine qui à leur tour vont essayer d'insérer ces compatriotes à travers tout un arsenal institutionnel, fiscal et financier.

L'enjeu est de taille aussi bien dans les pays d'accueil que ceux d'origine. Dans les pays d'accueil, la question de la migration et de l'intégration se trouve au centre même des programmes électoraux de la plupart des partis politiques, de droite comme de gauche, à tel point qu'il y a dans certains pays création de ministère dont la tâche est de faciliter l'insertion et l'intégration des émigrés de seconde et de troisième génération. Dans les pays d'origine comme la Tunisie, le Maroc ou l'Égypte par exemple, la migration constitue une composante de taille de la planification économique, en même temps que tout un arsenal de mesures se trouve mis en place pour faciliter le retour et en faire des vecteurs de développement.

Les émigrés de seconde génération qui constituent les principaux occupants des «Cités» de banlieues des grandes villes européennes constituent de nos jours une donnée réelle de la politique interne des pays comme la France ou l'Allemagne avec des retombées religieuses, culturelles et politiques critiques dont les échos s'expriment de nos jours à travers les médias.

L'accord d'union douanière signé par de nombreux pays méditerranéens comme la Tunisie, avec l'Union Européenne, pose la question de l'inégalité des rapports entre les deux rives de la Méditerranée, entre les pays du Nord et du Sud, entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Est-il possible de continuer à garantir la libre circulation des capitaux, des idées, des communications, de l'information et du savoir tout en figeant la population dans ses territoires d'origine ? Avec les accords récents de l'OMC, la libéralisation de la circulation de tous les facteurs de la production constitue la pierre angulaire de l'ordre économique mondial actuel, seule la libre circulation des hommes se trouve bloquée jetant ainsi la faute sur la démographie des pays concernés.

Devant la mondialisation galopante et la libéralisation croissante des différentes économies, l'étau se resserre davantage sur les populations des pays en voies de développement (à un degré moindre sur les diplômés et les cerveaux dont l'émigration se trouve même encouragée), par la fermeture croissante des frontières des pays développés face à la migration originaire des pays du Sud parallèlement à la libéralisation croissante de leurs économies conduisant ainsi à un autre paradoxe et à une autre fracture **au niveau de la mobilité** (en plus des autres fractures numérique ou démographique)? La faute est, probablement, celle des pays à forte démographie qui se trouvent assujettis ainsi à « la double sanction »? : la sanction d'y être né (un peu trop) et la sanction de ne pas bouger .

Tuins, 05 février 2004